

Madame la Secrétaire Générale,

M. le Président,

Excellences, Chers collègues,

Nous remercions la CNUCED pour le rapport sur le Commerce et le Développement. La France s'associe à la déclaration prononcée par l'Union européenne et souhaiterai rajouter quelques remarques à titre national.

Dans un contexte de crises interdépendantes et mondiales, il est essentiel d'aider les pays les plus vulnérables à se relever et faire front au travers des coalitions d'actions concrètes. Pour ce faire, l'aide au développement, en particulier vers les pays les plus vulnérables, est essentielle. L'Union Européenne et ses Etats membres sont les premiers donateurs d'aide publique au développement dans le monde.

Depuis 2017, la France a accéléré son engagement avec un volume d'APD de 13 Mds € en 2021, en hausse de 30%, pour répondre aux défis globaux et lutter contre la pauvreté, les inégalités et les dérèglements climatiques. .

La France est également un des principaux pays donateurs d'aide au commerce et, ici à Genève, de l'assistance technique à l'OMC. Je ne veux pas lister toutes nos priorités en matière d'aide mais permettez-moi d'insister sur l'égalité entre les femmes et les hommes qui demeure un principe directeur et transversal de l'action extérieure de la France, grâce à des contributions, par exemple à l'initiative AFAWA, ou le fonds Mukwege.

Alors que les conditions d'accès aux financements deviennent de plus en plus difficiles pour les partenaires en développement, nous sommes confrontés au défi de soutenir nos partenaires en leur assurant un accès à des liquidités leur permettant de faire face aux chocs infligés par les crises successives, tout en apportant des moyens suffisants pour le financement de trajectoires climatiques durables, qui s'inscrivent dans une temporalité nécessairement plus longue.

Nous l'avons évoqué ce matin, lors **du Sommet du G20 à Bali, le président de la République a annoncé la tenue d'un Sommet à Paris en juin prochain.** Ce Sommet aura pour objectif la mise en place d'un nouveau Pacte financier mondial. Je n'y reviens pas.

En outre, la France a défendu l'idée au G7 puis au G20 d'une mobilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) des économies les plus avancées au bénéfice des pays plus vulnérables. La décision du G20 de novembre 2021 d'une cible de 100 milliards de dollars est à ce titre historique. La France a tenu ses engagements et mobilisé 20% de ses DTS. La guerre en Ukraine et ses conséquences ont accru davantage les difficultés des pays les plus vulnérables déjà fortement affectés par la pandémie. **C'est pour cela, que nous appelons à porter cet objectif à 30%.** Il est essentiel que nous poursuivions et renforçons collectivement nos efforts en soutien des pays les plus vulnérables. La France sera à 30% et s'attend à ce que d'autres pays le soient également.

Pour aider les pays les plus pauvres à faire face en particulier au changement climatique, la France a soutenu la création du Resilience and Sustainability Trust (RST) du FMI et l'a abondé à hauteur de 3 milliards de DTS. Cet instrument aidera les pays bénéficiaires à répondre aux besoins à long terme de la balance des paiements, en soutenant les investissements notamment dans le domaine du climat. Nous nous réjouissons que des premiers pays bénéficient bientôt de ce financement, et souhaitons que d'autres pays suivent très vite.

Il est également essentiel que **les institutions financières internationales** respectent leurs engagements pour une méthodologie commune d'alignement de leurs financements sur les objectifs de l'Accord de Paris, **en incluant une part significative de financements climatiques en faveur de l'adaptation et en intégrant mieux les problématiques liées à la préservation de la biodiversité.**

La question du mandat des Institutions financières internationales est également importante. **Ces institutions doivent être en mesure de proposer des solutions concrètes pour financer les défis mondiaux, par exemple en explorant des solutions innovantes pour mobiliser les financements privés via des mécanismes de partage des risques.**

La soutenabilité de la dette reste enfin essentielle pour atteindre les ODD. Dans un contexte de vulnérabilité accrue pour nombre de nos partenaires, le risque de surendettement augmente fortement. C'est pourquoi nous devons rester mobilisés dans tous les forums, notamment le G20 et le Club de Paris, et poursuivre le dialogue avec tous les créanciers.

Pour conclure, Monsieur le Président, la France reste pleinement engagée aux côtés des Nations unies, pour lutter contre les injustices dans le monde. Nous devons recomposer nos mécanismes de solidarité public-privé et bâtir un nouveau contrat entre le Nord et le Sud pour faire face aux nombreux défis auxquels les pays les plus vulnérables sont confrontés.

Je vous remercie.